



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales
et foncières**

Arrêté n° 53DCBPEF-2025-038 du 27 mars 2025

**modifiant l'arrêté préfectoral n°2013123-0001 du 3 mai 2013 modifié autorisant
Monsieur le président du conseil départemental de la Mayenne à exploiter une unité
d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune
de Pontmain**

**La préfète de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 211-1, L. 511-1, L. 541-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Mayenne ;

VU la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

VU la décision d'exécution (UE) 2019/2010 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013123-0001 du 3 mai 2013 autorisant Monsieur le président du conseil général de la Mayenne à exploiter une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Pontmain ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014178-0015 du 27 juin 2014 prescrivant à Monsieur le président du conseil général de la Mayenne la mise en œuvre des garanties financières prévues par les articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement pour l'unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2021 portant modification de l'arrêté préfectoral n°2013123-0001 du 3 mai 2013 autorisant Monsieur le président du conseil général de la Mayenne à exploiter une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Pontmain ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 3 septembre 2024, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

VU le marché global de performance signé entre le groupement SUEZ / Eiffage construction / AIA Architectes et le conseil départemental de la Mayenne et désignant ce groupement en tant qu'exploitant du centre de valorisation énergétique de déchets (CVED) de Pontmain ;

Vu le dossier de réexamen défini à l'article R. 515-72 établissant une comparaison des conditions d'exploitation aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux installations d'incinération de déchets transmis par le conseil départemental de la Mayenne le 9 avril 2021 et complété le 24 novembre 2021 ;

VU le rapport du 28 janvier 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier en date du 13 février 2025 par lequel le projet d'arrêté préfectoral est transmis à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU le courriel de l'exploitant en date du 26 février 2025 faisant part de ses remarques sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis ;

CONSIDÉRANT que les activités exercées sur le site de Pontmain par le groupement SUEZ / Eiffage construction / AIA Architectes dans le cadre du marché global de performance relèvent notamment d'un classement au titre de la rubrique ICPE IED principale 3520 et sont, à ce titre, couvertes par les meilleures techniques disponibles relatives aux activités d'incinération de déchets (BREF WI) qui lui sont applicables ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a remis le dossier de réexamen et le rapport de base requis en application des articles R. 515-71 et L. 515-30 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté et ses compléments permettent de se conformer aux meilleures techniques disponibles et aux niveaux d'émissions associés applicables ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives à l'incinération des déchets ;

CONSIDÉRANT qu'il y a nécessité d'actualiser le classement de l'établissement en raison des évolutions apportées par le législateur à la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT l'entrée en application de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) susvisé, à compter du 3 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que les meilleures techniques disponibles relatives à l'incinération des déchets sont déjà rendues opposables au fonctionnement des installations précitées par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que certaines dispositions des textes qui réglementent actuellement l'établissement nécessitent d'être adaptées pour être rendues compatibles avec l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 181-45 susvisé du code de l'environnement, le préfet de département peut fixer des prescriptions complémentaires sans solliciter l'avis des membres du CODERST ;

CONSIDERANT que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire, par courrier en date du 13 février 2025 et qu'il a fait part de ses observations par courriel du 26 février 2025 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. PORTÉE DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le président du conseil départemental de la Mayenne est autorisé, sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté complémentaire, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de Pontmain, au lieu-dit les Ansquillières, de ses installations autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2013123-0001 du 3 mai 2013 susvisé modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2014178-00115 du 27 juin 2014 et du 1^{er} juillet 2021.

ARTICLE 2. CLASSEMENT DES ACTIVITÉS DU SITE

Le tableau de classement des activités du site au titre de la nomenclature des ICPE fixé à l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral n°2013123-0001 du 03 mai 2013 est complété par la rubrique ICPE IED suivante :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Grandeur caractéristique	Régime
3520-a)	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 t/h	Capacité d'incinération de 7,2 t/h (1 four de 4 t/h et 1 four de 3,2 t/h)	A

L'établissement relève de la directive IED. Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3520 relative à l'élimination ou la valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale à mettre en œuvre sont celles associées au document BREF incinération des déchets (BREF WI).

Le périmètre IED est constitué de l'ensemble des installations du site visé par l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié, à savoir l'unité de valorisation énergétique des déchets, la plateforme de gestion des mâchefers et l'ensemble des installations annexes pour le fonctionnement du site inclus dans le périmètre ICPE du site.

Le site n'est pas classé Seveso (seuil haut ou bas).

ARTICLE 3. MISE EN ŒUVRE DES MEILLEURS TECHNIQUES DISPONIBLES

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles telles que décrites dans la décision d'exécution (UE) 2019/2010 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les

conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil (BREF WI).

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'appliquent à l'établissement.

ARTICLE 4. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ET RESPECT DES ENGAGEMENTS

Les installations et leurs annexes sont aménagées et exploitées conformément aux plans, données techniques et engagements présentés au cours de l'instruction de la demande d'autorisation ainsi que dans les dossiers de modifications qui ont fait l'objet d'une suite favorable écrite du préfet, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre les engagements joints dans le plan d'actions en conclusion du dossier de réexamen susvisé.

ARTICLE 5. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DANS L'AIR

Pour l'application des valeurs limites d'émission des rejets canalisés dans l'air fixées en conditions normales de fonctionnement à l'article 71 de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé, il est retenu en synthèse les valeurs suivantes compte-tenu des installations existantes sur le site et des conditions de leur exploitation :

Polluants	Concentrations	Période d'établissement de la moyenne
Poussières totales	5 mg/Nm ³	Moyenne journalière
COVT	10 mg/Nm ³	Moyenne journalière
CO	50 mg/Nm ³	Moyenne journalière
HCl	8 mg/Nm ³	Moyenne journalière
HF	1 mg/Nm ³	Moyenne journalière ou en moyenne sur la période d'échantillonnage
SO ₂	40 mg/Nm ³	Moyenne journalière
NO _x	150 mg/Nm ³	Moyenne journalière
NH ₃	15 mg/Nm ³	Moyenne journalière
Cd + Tl	0,02 mg/Nm ³	Moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,3 mg/Nm ³	Moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg (1)	0,02 mg/Nm ³	Moyenne journalière ou en moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF (dioxines et furanes)	0,08 ng I-TEQ/Nm ³	Moyenne sur la période d'échantillonnage à long terme
	0,06 ng I-TEQ/Nm ³	Moyenne sur la période d'échantillonnage
PBDD/PBDF (dioxines bromées)	---	Moyenne sur la période d'échantillonnage
PCB type dioxines	---	Moyenne sur la période d'échantillonnage à long terme
Benzo[a]pyrène	---	Moyenne sur la période d'échantillonnage

(1) Un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm³ est réalisé.

ARTICLE 6. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Pour répondre en particulier aux dispositions de l'article 3.3 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé (correspondant à l'application de la MTD 12 du BREF WI) et compte tenu de l'impossibilité de mettre en place un protocole de contrôle visuel par partie de la fosse pour aboutir au contrôle complet des surfaces des zones de réception, de manutention et de stockage de déchets, l'exploitant met en œuvre un programme de surveillance des eaux souterraines au droit du site.

Cette surveillance s'appuie sur une étude hydrogéologique préalable considérant le contexte naturel compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation, ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier. L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :

- le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;
- les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ;
- la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.

Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM. Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation. La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.

Les eaux générées par la surveillance (purge, prélèvement, lavage, rinçage du matériel, etc.) sont, selon les contextes et possibilités techniques liés au site : rejetées au réseau d'assainissement (eaux usées ou eaux pluviales avec une convention de rejet établie avec l'exploitant du réseau), rejetées dans une station de traitement présente sur site, éliminées en centres agréés, ou rejetées dans le milieu naturel (avec, si nécessaire, une autorisation au titre de la loi sur l'eau).

Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance.

Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée. Un contrôle visuel des fosses notamment est alors mis en œuvre. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est susceptible de relever des activités qu'il exploite.

Ce programme de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7. TRANSMISSION À L'EXPLOITANT

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, qui doit l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

ARTICLE 8. DIFFUSION

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Pontmain pour y être consultée.


Un exemplaire sera affiché à la dite mairie, pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le maire de Pontmain et envoyé à la préfecture, bureau des procédures environnementales et foncières.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat en Mayenne pendant une durée minimale de quatre mois : <http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Autorisations>.

ARTICLE 9. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Mayenne, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de Pontmain sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes de Landivy, Saint-Mars-sur-la-Futaie, La Bazouge-du-Désert, Louvigné-du-Désert et Landéan ainsi qu'aux chefs de service concernés.

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général de la
préfecture de la Mayenne,



Ronan LEAUSTIC

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01 ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr dans les délais suivants :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne prévue au 4° de l'article R. 181-44.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Article R. 181-51 du code de l'environnement :

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

